

Le programme Erasmus, à quoi ça sert ?

Erasmus fête ses 30 ans cette année.

Le succès du programme ne se dément pas. La commissaire européenne aux Affaires sociales, Marianne Thyssen, désire même l'étendre. Et elle propose d'augmenter son budget de 400 millions d'euros sur 3 ans.

La Commission européenne le sait, le programme Erasmus est sa meilleure vitrine. Depuis trente ans, il a permis à neuf millions de participants de vivre une expérience à l'étranger. Une vraie « success story », pour la Belge Marianne Thyssen, commissaire européenne à l'Emploi et aux Affaires sociales. Outre l'expérience humaine qu'Erasmus promet, ces séjours à l'étranger dopent également les CV. Ces jeunes ont appris à s'intégrer dans un milieu totalement nouveau où les gens ne parlent pas leur langue, explique la commissaire. Selon elle, un ancien étudiant Erasmus a deux fois plus de chances de trouver un travail dans la première année après son diplôme qu'une personne qui n'en a pas fait.

Perception élitiste

Mais le succès d'Erasmus n'est pas sans nuage. Longtemps réservé à des étudiants universitaires, le programme donne toujours l'impression d'être uniquement accessible à des « happy few » (littéralement, quelques heureux privilégiés) ou à des enfants de riches, selon Marianne Thyssen.

En 2014, la Commission européenne a d'ailleurs rebaptisé son programme « Erasmus+ » pour bien souligner le fait que désormais, davantage de personnes en bénéficient. « Erasmus+ » regroupe désormais sous la même bannière non seulement les programmes destinés aux étudiants du supérieur, mais également les échanges de jeunes ou encore le bénévolat.

Dans des chiffres publiés jeudi, la

Commission souligne en outre que les personnes désavantagées (en raison de leur situation économique, de leur statut social ou encore de leurs conditions de santé) représentent aujourd'hui 10 % des participants. La bourse mensuelle à laquelle ces personnes ont droit est majorée de 100 à 200 euros par rapport aux bourses traditionnelles.

Mais Marianne Thyssen veut aller plus loin. Elle désire permettre aux étudiants de filières techniques et professionnelles de pouvoir faire des séjours de longue durée à l'étranger.

« Soutien assez large »

Actuellement, ces apprentis peuvent déjà partir de deux à trois semaines. « C'est amusant, mais c'est plutôt un voyage scolaire, juge la commissaire. C'est autre chose de devoir s'intégrer quelque part, trouver son chemin, apprendre la langue », explique-t-elle. Toutes les filières seraient concernées. A la Commission, on explique que seraient par exemple concernés le campus Ceria ou encore l'École supérieure des arts Saint-Luc.

Pour se donner les moyens de ses ambitions, la commissaire a proposé une augmentation de 400 millions d'euros sur trois ans du budget d'Erasmus, spécifiquement pour ce programme. Le Parlement européen et les Etats membres doivent encore s'accorder sur les lignes budgétaires. Mais il y a un « soutien assez large » dans chaque institution européenne, assure la Belge. ■

ÉLODIE LAMER

Patricia Petit

Directrice des relations internationales de l'ULg, Patricia Petit fut professeur de langue portugaise pendant une vingtaine d'années à HEC Liège. Elle dirige aujourd'hui le service administratif attaché au rectorat qui aide les facultés à implémenter les projets internationaux et à faciliter la mobilité étudiante dans le cadre des programmes Erasmus.

« On en revient souvent plus malin »

Pour Patricia Petit, Erasmus participe vraiment à la construction d'une citoyenneté européenne.

Les avantages d'Erasmus ?

Tout d'abord, ça internationalise notre université puisque nous accueillons des étudiants d'ailleurs. Ceux que nous envoyons à l'étranger y acquièrent des compétences académiques un peu différentes et, surtout, des compétences transversales de savoir-être qui servent indiscutablement leur employabilité : adaptabilité, débrouillardise, s'exprimer dans une autre langue, travailler en équipe, etc. On sort de sa zone de confort dans son cursus académique et dans sa vie. Autre avantage, et non des moindres : se créer un réseau et rencontrer des gens qu'on n'aurait jamais rencontrés autrement. C'est une dynamique d'ouverture.

Bon pour l'intégration européenne ?

Erasmus contribue vraiment à la citoyenneté européenne. Les jeunes qui ont participé à un échange ont une structure mentale différente. A l'heure du Trumpisme, il faut qu'il y ait aussi des gens qui disent que l'ouverture, ça marche, ça procure de l'emploi et ça rend les gens plus malins. Je suis bien contente que les 30 ans d'Erasmus tombent en même temps que ce mouvement de repli.

Les retours d'étudiants sont plutôt bons ou pas vraiment ?

Le premier avantage qu'ils voient, c'est de revenir plus malins. Notre boulot à nous consiste à veiller à ce que ces échanges soient pertinents au niveau académique. Même ceux qui ne

partent pas sont en contact avec d'autres étudiants d'autres pays. Un quart de notre recrutement est international, c'est suffisant pour que l'on commence à parler anglais dans un cours. Il y a des co-diplomations, des profs invités aussi. Des étudiants américains ou espagnols sont plus interactifs et n'hésitent pas à interrompre le prof, ce qui induit autre chose dans le cours. Tout cela va dans le sens de l'amélioration du contrat.

Des choses à améliorer ?

Bologne n'est pas encore appliquée partout de la même manière avec des pays qui fonctionnent en 4 + 1 ou en 3 + 2. Tout ce qui ira dans le sens d'une meilleure intégration des cursus et une harmonisation des schémas d'études sera positif.

Un frein financier pour certains ?

Ça peut l'être et on essaye d'y remédier... Mais depuis deux ou trois ans, le système des bourses Erasmus a un peu changé. En partant du principe qu'un étudiant égale un étudiant, l'Europe octroie des bourses forfaitaires. Le budget voyage n'est pas le même si l'on va à Stockholm plutôt que Maastricht. Le forfait mensuel a l'air égalitaire, mais on y a perdu quelque chose d'important : la modulation sociale. Auparavant, on modulait la bourse européenne sur le niveau de revenus des parents. Cela présentait l'énorme avantage de donner des bourses plus importantes à ceux qui en avaient vraiment besoin. Dans la plupart des formules européennes, c'est faisable. Dès qu'on sort d'Europe, le coût est souvent dissuasif. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

Magali Ballatore

Magali Ballatore a été durant quatre ans chargée de recherche au sein du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (Girsef) à l'UCL. Elle est désormais maître de conférence à l'université d'Aix-Marseille. Sa thèse porte sur la mobilité des jeunes Européens.

« Un programme populaire ? Pas assez »

Magali Ballatore nuance la « success story » que racontent généralement les institutions européennes au sujet des programmes Erasmus.

Le tableau du programme Erasmus est-il aussi rose qu'on ne le présente généralement ?

Le discours institutionnel, celui de la Commission européenne, ne varie pas depuis des années. On parle de « success story », de programme populaire. Ce qui me dérange, c'est que ce genre de discours ne prend pas en compte toutes les études scientifiques qui se sont intéressées aux profils, aux parcours des étudiants qui participent aux programmes d'échanges. Erasmus Plus d'aujourd'hui est le résultat du regroupement de différents programmes. Le dernier objectif de mobilité qui a été avancé, c'est celui de 20 % : 20 % des étudiants inscrits devraient participer au programme. Dans les faits, on n'a toujours pas atteint les 10 % de mobilité. C'est peu pour un programme prétendument populaire.

Est-ce à dire que les Erasmus ne sont réservés qu'aux étudiants dont les parents ont un certain niveau de revenus ?

C'est plus compliqué. Premièrement, les échanges sont le fruit de contrats bilatéraux entre universités, départements. Certains, qui ont une tradition de recherche, ont beaucoup d'échanges, d'autres beaucoup moins. En France, les écoles d'ingénieur, de sciences politiques, les business school ont beaucoup d'échanges. D'autres universités plus provinciales

ont beaucoup moins. Ce qui signifie que l'étudiant n'est pas libre d'aller où il veut. Deuxièmement, à l'intérieur des départements, des sélections existent, tout le monde ne peut pas partir. Et quand on observe le profil des étudiants qui partent, on se rend compte qu'il y a une surreprésentation de gens de milieux favorisés. Cela peut s'expliquer par les frais qu'engendrent les séjours à l'étranger, les bourses arrivant souvent après le séjour. Mais il y a d'autres facteurs, notamment ce que j'ai appelé les compétences internationales, le capital migratoire.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Un capital migratoire, pour faire simple, ce sont des séjours linguistiques, des voyages que les étudiants ont pu faire avant de vouloir partir en Erasmus. Ceux qui partent ont plutôt ce profil-là, ont, pour être plus précis, davantage ce profil de mobilité. Cela peut être lié à des stratégies qu'ont eues les parents durant l'enfance.

Les critiques que l'on peut adresser au programme d'échange Erasmus sonnent donc un peu comme celles que l'on entend parfois à l'égard de l'Europe de façon plus générale : des institutions qui ne profitent pas à tous équitablement.

On peut se poser cette question : est-ce qu'il n'y a tout de même pas des étudiants qui, sans ces programmes, ne seraient pas partis ? Je pense que oui. Je serais donc plus nuancée. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET